

Le Journal des décideurs **L'économiste** du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Secteur financier

Les banques africaines parées contre le syndrome Silicon Valley Bank

Voilà une note rassurante de Moody's sur les banques commerciales africaines face aux risques de retrait d'argent massif comme dans ... • (Page 06)

Bois

La Côte d'Ivoire veut reboiser 100 000 hectares de forêts dégradées en 2023

La Côte d'Ivoire est confrontée depuis plusieurs années à une dégradation importante de son couvert forestier ... • (Page 06)



Entretien avec Kako Nubukpo

« Je suis candidat à la tête de la CEA »

- ◆ Le franc CFA, un rempart contre l'inflation
- ◆ La Zlecaf ne devrait pas être l'arbre qui va cacher la forêt



5ème édition de la semaine de l'argent au Bénin

• (Page 11)

SIF-Groupe incite la jeunesse à l'éducation financière

• (Page 03) Retraites, faillites bancaires, GPT4

Terminator prend le pouvoir !

Emmanuel Macron a pris son risque. Sur un coup de poker, le chef de l'Etat a préféré faire tapis face à la rue en autorisant contre toute attente l'usage de l'article 49.3 sur ... • (Page 10)

Conjoncture économique

Amélioration du secteur des bâtiments et travaux publics au Bénin

La note de conjoncture économique de février 2023 de la Banque Centrale ... • (Page 04)

Partenariat AIMF-CCZ

Près de 400 millions injectés dans les Communes du Zou

Dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la francophonie, les maires, membres de la Communauté des Communes du Zou (CCZ) ont fait le point ... • (Page 02)

Pipeline Export Niger-Bénin

Une cohorte de 80 jeunes soudeurs et électriciens formés

La deuxième session des formations mises en œuvre dans le cadre du programme « Cultiver des talents » pour ... • (Page 04)

Taux de change du Fcfa XOF offert par



Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	616.50	655.95	100.42	1.38	68.50	35.74	7.91	97.15	22.49	0.13

Partenariat AIMF-CCZ

Près de 400 millions injectés dans les Communes du Zou

Dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la francophonie, les maires, membres de la Communauté des Communes du Zou (CCZ) ont fait le point des réalisations dans le cadre de leur partenariat avec l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF). C'était hier, lundi 20 mars 2023, à la faveur d'une séance de reddition de compte, tenue à la préfecture d'Abomey sous l'autorité du préfet.

• Rock Amadji
(Correspondant Zou-Collines)

363.261.803,86 FCFA. C'est le montant des réalisations sociocommunitaires effectuées au profit des populations des neuf Communes du Zou. De 2015 à 2017, plusieurs salles de classes ont été construites dans les écoles dans un besoin criard en infrastructures scolaires. Portée par le projet de renforcement des structures éducatives dans les neuf Communes du Zou, la réalisation d'infrastructures scolaires a coûté 356.126 Euros financée à hauteur de 80% par l'AIMF. Ce qui a permis d'améliorer l'offre éducative dans ces écoles bénéficiaires et produire des résultats encourageants puisque les apprenants et les enseignants travaillent désormais dans des conditions optimales. Dans le secteur énergétique, les partenaires français ont impacté 800.000 personnes avec le Projet d'Amélioration des Services Énergétiques Durables (PASED). D'un coût global de 314.000 Euros, ce projet a permis d'électrifier au cours de sa première phase, neuf centres de santé sur les 18 identifiés en énergie photovoltaïque. « Les installations ont une garantie de 25 ans de vie si elles ne sont pas vandalisées. Vraiment, c'est des équipements de qualité avec



un entretien périodique garanti. Des techniciens des centres concernés et autres agents sont formés pour assurer leur maintenance », a rassuré le président de la Communauté des Communes du Zou et maire de Covè, Auguste Aihunhin. Ces centres de santé ont donc retrouvé leur vie et le taux fréquentation a presque triplé, à en croire les propos du président. En termes de perspectives, les indicateurs sont au vert. Pour la suite, la phase 2 de PASED sera bientôt lancée suite à l'évaluation de la première phase. Elle prendra en compte l'électrification de neuf autres centres de santé. « Le principe est acquis et ce sera une réalité dans les tous prochains jours », a certifié Auguste Aihunhin.

Des perspectives heureuses D'autres projets, tel que le Projet d'appui à la réalisation de 45 points d'eau le Zou, sont en gestation. Il est porté pas la Ville de Lausanne avec la Coopé-

ration Suisse. Ce résultat a pu être obtenu grâce à la nouvelle dynamique que le président CCZ a insufflé à l'institution communautaire. Membre de cette emblématique association française, Abomey se réjouit d'avoir taillé la part du lion, à en croire les confidences du maire Antoine Djédou. Même sentiment de satisfaction du côté des populations bénéficiaires. Thiburce Tokpo, de la société civile, a souhaité que la CCZ réoriente ses stratégies afin que les Organisations non gouvernementales du Zou puissent proposer des projets vitaux pour capter le financement des partenaires.

La rencontre s'est tenue en marge de la célébration de la journée internationale de la francophonie. Plusieurs activités sont prévues pour promouvoir la culture et la langue française. Les festivités prennent fin le mercredi prochain avec la remise de prix aux meilleurs du jeu concours organisé à cet effet.

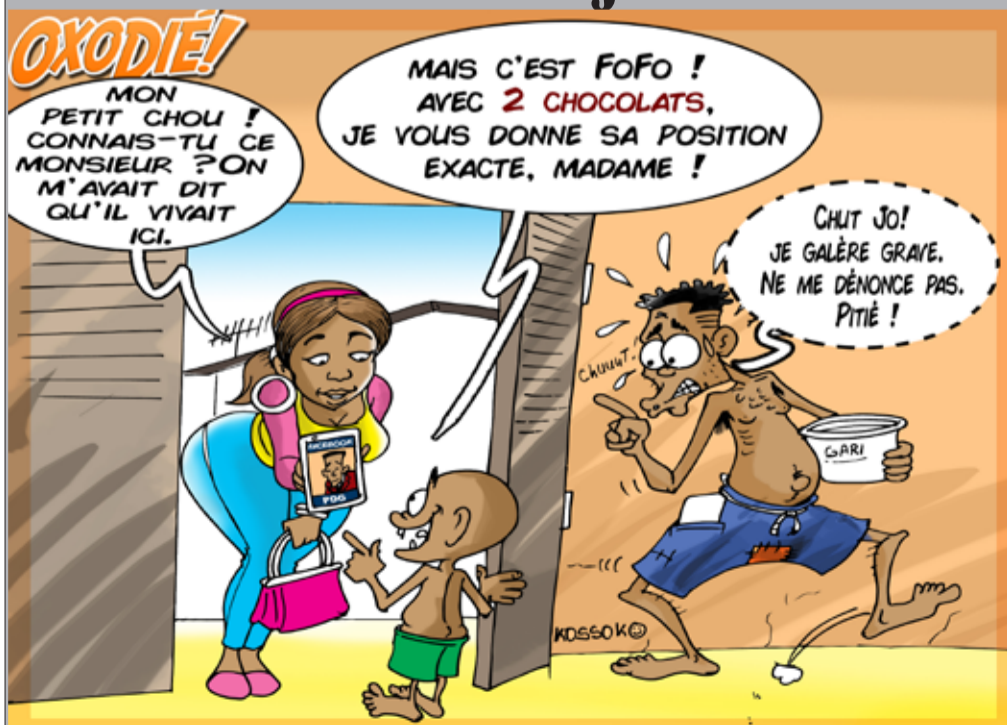
AUX DECIDEURS...

L'électronique au service des pauvres

L'inclusion financière devient une réalité aussi bien au Bénin que dans l'espace UEMOA. Le site d'information financialafrik.com renseignait un an plus tôt que le Bénin était le leader régional de l'inclusion financière. Cette prouesse en matière de monnaie électronique est fondamentalement profitable aux citoyens à pouvoir économique modeste. Et l'on constate que l'indice d'inclusion financière s'est globalement amélioré dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), ressortant à 0,520 en 2020 contre 0,501 en 2019, sur une échelle de 0 à 1, selon le rapport annuel consacré au sujet par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Par pays, cet indice s'est établi à 0,647 en 2020 au Bénin, contre seulement 0,170 en 2010. Le pays devance ainsi tous les autres de la sous-région. L'année considérée a été marquée au Bénin par la création, par décret, d'un Observatoire de la qualité des services financiers (OQSF). L'instance a pour mission d'encourager les populations et les PME à recourir davantage au système financier et de restaurer leur confiance à l'endroit des services financiers. C'est le troisième pays de l'Union à se doter d'une telle structure, après le Sénégal en 2009 et la Côte d'Ivoire en 2016. Au classement 2020 de l'inclusion financière, le Bénin est suivi par la Côte d'Ivoire (0,606), le Burkina (0,590), le Sénégal (0,587) et le Togo (0,564). La Guinée-Bissau, le Niger et le Mali, avec respectivement 0,245, 0,250 et 0,445 affichent une faible performance. Au sujet de la monnaie électronique, le nombre de comptes au sein de l'UEMOA a progressé de 39 % à 131 millions, en 2021. Cette progression reflète l'adoption croissante des services financiers numériques dans cette zone monétaire, dans le contexte de la pandémie de Covid-19. La Côte d'Ivoire enregistre le plus grand nombre de comptes, suivie du Sénégal. Ecofin révèle que le nombre de comptes de monnaie électronique au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) est ressorti à 131 millions, au 31 décembre 2021. Ces comptes sont en hausse de 39 %, soit 37 millions de nouveaux comptes enregistrés par rapport à l'année 2020 (94 millions). Par ailleurs, les informations émanant de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bceao), établissent que cette progression du nombre de comptes de monnaie électronique « reflète l'adoption croissante par les populations, des services financiers numériques, amorcée pendant la période du confinement lié à la pandémie de Covid-19 ». Dans son rapport annuel 2021 sur l'évolution des services financiers numériques dans l'Uemoa, publié ce 1er février, la Bceao poursuit en indiquant « qu'une moyenne trimestrielle de 8,77 millions de comptes de monnaie électronique a été observée, soit une évolution de plus de 3 millions par mois ». Presque tous les pays de l'Uemoa ont enregistré une hausse du nombre de comptes de monnaie électronique au 31 décembre 2021. Toutefois, le taux de progression le plus élevé, soit 65 %, a été observé en Côte d'Ivoire. Cette progression en Côte d'Ivoire est en partie liée à la « forte pénétration du produit Wave Money », soutient la Bceao. Le pays comptait 45,6 millions de comptes de monnaie électronique en 2021. Au Sénégal, le nombre de comptes de monnaie électronique a connu une hausse de 62 %, pour s'établir à 21,5 millions en 2021, contre 13,2 millions en 2020. Ces deux pays sont suivis de la Guinée-Bissau qui affiche une évolution de 30%. Le Niger, le Bénin, le Mali et le Burkina affichent des taux allant de 17% à 26%. Concernant le Togo, le taux de croissance du nombre de comptes ouverts ressort à 13%.

Jean-Claude KOUAGOU

Cari du jour



Eco secret

Economie : Les banques centrales africaines cheminent vers une monnaie unique

Dakar a abrité ce jeudi 9 mars, une réunion ordinaire du bureau de l'Association des banques centrales africaines (ABCA). Les travaux portent principalement sur l'évaluation de la mise en œuvre des décisions prises par le conseil des gouverneurs lors de la session du 5 août 2022 tenue à Banjul (Gambie). Parmi elles, la poursuite des discussions vers une union monétaire et une monnaie unique. Présidée par Buah Saidy, gouverneur de la Central Bank of The Gambia, par ailleurs président de l'ABCA, cette réunion sera l'occasion pour les gouverneurs d'examiner notamment le projet de statuts et de structure de l'Institut monétaire africain ...

« Je suis candidat à la tête de la CEA »

« Je suis candidat à la tête de la CEA »

Franc CFA, crise bancaire, urgence climatique, Zlecaf... L'économiste et ex-ministre togolais, actuel commissaire de l'Uemoa, livre son analyse sur les grands dossiers économiques du moment. Et annonce au passage sa candidature à la succession de la Camerounaise Vera Songwe à la tête de la Commission économique pour l'Afrique.

A 54 ans, le Togolais Kako Nubukpo est l'un des économistes africains les plus connus du grand public. Il le doit avant tout à ses prises de position, qui depuis une dizaine d'années, ont relancé le débat sur la réforme du franc CFA. Après avoir été ministre de la Prospective et de l'Évaluation des politiques publiques au début des années 2010, puis responsable de l'économie numérique au sein de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), il est actuellement Commissaire de l'Uemoa chargé de l'agriculture, de l'eau et de l'environnement. Mais cet infatigable défenseur de la souveraineté du continent voit plus grand, et ambitionne désormais de succéder à la Camerounaise Vera Songwe à la tête de la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies. Une candidature que le président Faure Essozimna Gnassingbé a décidé de soutenir officiellement auprès des Nations unies. Grand invité de l'économie RFI-Jeune Afrique de ce mois de mars, il revient sur les grands dossiers des dernières semaines, dans des analyses toujours teintées d'une vision politique.



● Kako NUBUKPO

la Chine, la Russie...

Jeune Afrique : Après la faillite de la Silicon Valley Bank (SVB), la 16e banque américaine, faut-il craindre une crise financière mondiale ?

Kako Nubukpo : Cette crise financière qui commence pourrait nous ramener en 2008. C'est inquiétant parce que nous n'avons jamais été aussi faibles puisque nous avons dépensé toutes les ressources pour faire face à la pandémie de Covid. Donc, il y a certainement de l'incertitude, y compris pour l'Afrique.

La hausse des taux d'intérêt pour juguler l'inflation, est-elle aussi une menace pour les économies africaines ?

Clairement, car c'est un renchérissement du coût du financement. Dès qu'il y a une montée des taux, mécaniquement, il y a une réduction des demandes de crédit et, comme nous vivons une période où l'économie est convalescente, ce n'est pas simple. Avec ce qui se passe, les banques centrales pourraient être amenées à revoir leur politique de hausse des taux.

Est-ce que le franc CFA est un rempart contre l'inflation ?

Oui, car quand on a des francs CFA dans son porte-monnaie, on a en fait de l'euro, du fait de la parité fixe entre les deux monnaies. Mais je crois qu'il faut regarder la trajectoire des pays dans la durée, et je n'ai pas l'impression que les Ghanéens ou les Bissau-Guinéens, qui n'utilisent pas le franc CFA pour leurs échanges, vivent moins bien que les Togolais.

Pourquoi la réforme du franc CFA n'avance-t-elle pas en Afrique de l'Ouest ?

Parce qu'il y a deux approches. Celle portée par le CFA – l'Uemoa –, qui dit que la monnaie est neutre, qu'elle n'a pas d'impact sur l'activité et prône une gestion monétariste. Le seul objectif de cette politique est la lutte contre l'inflation. Et puis, il y a la tradition des pays anglophones comme le Ghana et le Nigeria, qui se laissent la possibilité d'utiliser la planche à billets pour activer l'économie. Il n'y a donc pas de convergence autour de ce que pourrait être une monnaie pour la Cedeao. Et on ne pose pas la question de fond : que veut-on faire en termes de solidarité entre les États de la zone ?

Est-ce que c'est de l'Afrique centrale que peut venir la première réforme du franc CFA ?

Paradoxalement, oui. Même si la Cemap a toujours été considérée comme le mauvais élève de la zone franc, l'homogénéité de son dispositif de gestion monétaire peut lui permettre d'aller plus vite. Par ailleurs, comme les États d'Afrique centrale sont exportateurs nets de pétrole, c'est plus facile d'envisager une politique monétaire qui fasse sens pour tous.

En tant que partisan d'une réforme du franc CFA, comment voyez-vous ceux qui utilisent cette problématique pour développer des thèses plus radicales contre la France ?

Pour moi, ce n'est pas une bonne chose. Dès le départ, ma lecture du franc CFA a été axée autour de la notion de servitude volontaire. J'ai toujours pensé que c'est à nous, Africains, de construire une monnaie qui soit au service de la transformation de nos économies. Les pays ouest-africains auront à travailler avec tous les partenaires : la France, les États-Unis,

Et il ne faut pas insulter l'avenir...

Il faut surtout, à mon avis, déclarer dès maintenant la création de l'Eco comme monnaie commune – pas forcément unique – parce que le fait de créer l'Eco dès aujourd'hui va engendrer une convergence des esprits. Et reporter chaque fois sa mise en place fait perdre de la crédibilité aux annonces.

En matière de gouvernance, les rapports des Cours des comptes de pays comme le Togo ou le Sénégal sur l'utilisation des fonds Covid, n'illustrent-ils pas une amélioration de la situation ?

Oui et non. Qu'il y ait des rapports publiés par ces Cours des comptes, cela prouve que l'exécutif de ces États accepte de faire jouer leur rôle à ces contre-pouvoirs. Mais on a constaté une tentation de reprise en main de ces rapports en disant qu'au fond, ils n'étaient pas aussi sérieux qu'ils auraient dû l'être. On voit donc toujours, dans nos pays, cette espèce de pas en avant et de marche en arrière qui définit les démocraties en construction.

Est-ce que, selon vous, cet argent n'est pas allé où il aurait dû ?

Les rapports disent en tout cas qu'il y a de l'argent qui a été utilisé sans contrepartie visible... C'est aux États de faire la lumière sur l'utilisation des ressources.

La décision de la Banque mondiale de geler les nouveaux financements à la Tunisie – après les propos du président Kaïs Saïed qualifiant les Subsahariens de « hordes » venues « envahir » son pays – vous-a-t-elle surpris ?

J e ne suis pas surpris parce qu'au fond le monde va vers une forme de convergence des valeurs. Et le fait que la Tunisie se soit démarquée ne pouvait qu'engendrer des réactions qui, me semble-t-il, sont à la hauteur de l'émoi que ces propos ont provoqué.

Dans une certaine mesure, est-ce que la mobilité des individus n'est pas nécessaire lorsque l'on veut développer le commerce et les économies africaines ?

Oui, c'est un facteur indispensable. La mobilité des facteurs capital et travail est la variable d'ajustement première lorsque l'on essaie de construire, comme nous le faisons, une Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). C'est pour cela que j'ai toujours dit que ce projet repose plus sur une vision que sur des considérations économiques. Il faut que nous soyons capables de dire ce que l'on veut faire ensemble.

Cette Zlecaf est-elle sur de bons rails ?

Non, je ne crois pas. Il faut qu'on définisse d'abord le degré de solidarité budgétaire que l'on est prêt à consentir entre les pays. Vous ne pouvez pas mettre sur un pied d'égalité le Maroc et la Gambie. La Zlecaf ne devrait pas être l'arbre qui va cacher la forêt de toutes les divergences encore présentes entre les économies et entre les dirigeants africains.

Faut-il, pour créer cette Zlecaf, mettre en place le néoprotectionnisme que vous défendez dans vos travaux ?

Oui. Le cœur de cette question ne concerne pas l'Afrique vis-à-vis du reste du monde, mais répond au fait que l'on va mettre face à face des systèmes productifs dont les performances sont

très différentes. Il faut donc la mise en place de fonds nécessaires pour accompagner ceux qui n'ont pas encore atteint les niveaux requis pour être dans la compétition. Un exemple ! Le PIB annuel de la Gambie correspond à 23 heures de travail au Nigeria. Avec de telles disproportions, vous ne pouvez pas faire de marché unique. Vous êtes obligés de mettre en place des écluses pour que, progressivement, on puisse mettre en concurrence ces différents niveaux de productivité.

Vous êtes critiques envers les chefs d'État qui misent sur les énergies fossiles. Ne pensez-vous pas que l'on ne peut pas demander à l'Afrique les mêmes efforts qu'aux pays industrialisés ?

Si, mais je rappelle qu'on est au XXIe siècle, pas au XIXe. La transformation structurelle de nos systèmes va passer par la préservation des écosystèmes et, donc, par des négociations avec le reste du monde. L'Afrique rend beaucoup de services écosystémiques au reste du monde, avec la forêt du bassin du Congo, par exemple, qui est le deuxième poumon de la planète. On peut négocier pour créer des fonds de convergence sociale et écologique en contrepartie de ce que l'Afrique renonce à faire. Nous émettons 4 % des gaz à effet de serre et nous représentons 17 % de la population mondiale. Cet écart peut être négocié.

N'est-il pas plus réaliste de compter sur ses propres ressources que sur des transferts internationaux, toujours insuffisants ?

Certes, mais mon idée est de jouer, chaque fois que c'est possible, de nos complémentarités. Depuis les années 1960, vous pouvez le constater, l'Afrique n'a pas tiré grand profit de ces ressources. Il y a une sorte de symétrie entre la carte des ressources minières et la carte de la pauvreté. La RDC, qu'on a pu qualifier à juste titre de scandale géologique, importe la quasi-totalité de son alimentation. Il faut passer à une autre étape et être plus agressifs dans la diplomatie internationale.

À l'issue du One Forest Summit, organisé début mars à Libreville, les chefs d'État ont annoncé la constitution d'un fonds de 100 millions d'euros pour accélérer la protection des espaces naturels. N'est-ce pas un peu timide ?

Ce qui importe, c'est la mobilisation. Cent millions d'euros, ce n'est peut-être pas beaucoup, mais cela peut servir d'effet de levier et engendrer une mobilisation de la part des parties prenantes.

En août 2022, Vera Songwe a démissionné du poste de secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies. À ce jour, elle n'a pas été remplacée. Cela vous surprend-t-il ?

J'imagine que le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a de bonnes raisons de donner du temps au temps. Mais il ne faudrait pas que la Commission économique pour l'Afrique (CEA) devienne la « belle endormie ». J'espère donc que tout ça va aller vite. La Commission a été à l'origine du plan d'action de Lagos, qui a été au cœur de la dynamique de la Cedeao et d'autres communautés économiques régionales africaines. Elle a toujours porté aussi l'idée d'une transformation productive endogène africaine, qui a été bloquée au moment des ajustements structurels. Et là, on a l'impression qu'on revient à un moment où l'Afrique peut, à nouveau, dessiner son chemin par elle-même.

Ce poste pourrait-il vous intéresser un jour ?

Pas un jour, dès maintenant. Tout ce qui peut permettre de mettre en œuvre ma vision du continent m'intéresse. Le Togo m'a fait l'honneur de porter ma candidature au poste de secrétaire exécutif de la CEA mais, vous savez, nous sommes nombreux à être capables de diriger cette institution. Je l'ai dit déjà au mois d'octobre dans une interview à Jeune Afrique, je souhaite être encore plus au service de mon continent que je ne le suis à l'heure actuelle.

Et la politique ?

Ce que je fais, c'est déjà de la politique, mais pas au sens politique. Le devoir de l'élite africaine est d'imaginer des lendemains de prospérité partagée.

Source : Rfi-Jeune Afrique

Conjoncture économique de février 2023

Amélioration du secteur des bâtiments et travaux publics au Bénin

La note de conjoncture économique de février 2023 de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) indique une amélioration des activités du secteur des bâtiments et travaux publics au Bénin et dans quelques pays de l'Uemoa.

● Abdul Wahab ADO

Les chiffres d'affaires des opérateurs économiques des Bâtiments et travaux publics (BTP) ont augmenté en fin d'année 2022. Car, les données de l'enquête auprès des chefs d'entreprise font état d'une amélioration de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), en décembre 2022, par rapport à la situation du mois précédent. L'écart de l'indice d'activité dans les BTP par rapport à la moyenne de long terme (100) est resté positif, ressortant à +1,6 point contre 0,9 point en novembre 2022. Selon le rapport de la BCEAO, dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa), il est noté une consolidation de l'activité dans le secteur



des BTP. Cela a été relevée au Sénégal (+13,9 points), au Bénin (+4,9 points), au Togo (+4,2 points), au Niger (+1,8 point) et en Guinée-Bissau (+1,2 point). En revanche, un repli de l'activité a été observé au Burkina (-3,3 points), au Mali (-1,7 point) et en Côte d'Ivoire (-0,9 point). Par ailleurs, il faut remarquer le rythme de progression du chiffre d'affaires du commerce de détail, qui, en glissement annuel, s'est établi à 11,3% en décembre 2022, contre 18,6% le mois précédent. La hausse de l'activité dans le commerce de détail est principalement liée à celle des produits pétroliers (+8,9 points de pourcentage de contribution) et, dans une moindre mesure, des produits d'automobiles, motocycles et pièces détachées (+1,5 point), et des produits d'équipement de logement (+1,1 point).

La hausse de l'activité dans le commerce de détail est principalement liée à celle des produits pétroliers (+8,9 points de pourcentage de contribution) et, dans une moindre mesure, des produits d'automobiles, motocycles et pièces détachées (+1,5 point), et des produits d'équipement de logement (+1,1 point).

Nigeria

Le régulateur recommande aux opérateurs télécoms de passer aux énergies renouvelables

Au Nigeria, les télécommunications sont l'un des secteurs qui consomment le plus d'énergie électrique. Alors que le changement climatique s'accélère, le régulateur télécoms veut introduire des sources d'énergie renouvelable afin de réduire l'impact sur l'environnement. La Nigerian communications commission (NCC) a appelé les opérateurs de réseaux mobiles à passer des combustibles fossiles aux énergies renouvelables. L'initiative

devrait non seulement permettre de réduire les coûts des services, mais également de contribuer à la lutte contre le changement climatique. Selon Umar Danbatta, vice-président exécutif de la NCC, les opérateurs télécoms doivent mettre en place un réseau moderne et plus efficace sur le plan énergétique. « Cela inclut l'utilisation de cellules solaires, d'électricité sans fil ou d'un système hybride pour remplacer les équipements plus énergivores, ce qui entraînera une réduction

des dépenses d'investissement (CAPEX), les dépenses opérationnelles (OPEX) et, par conséquent, une réduction des coûts de service pour les consommateurs », a-t-il ajouté. Cette initiative intervient alors que de plus en plus d'opérateurs mobiles à travers le monde s'engagent en faveur de la réduction de leur empreinte carbone dans un contexte marqué par l'accélération du changement climatique.

20minutes

Pipeline Export Niger-Bénin

Une cohorte de 80 jeunes soudeurs et électriciens formés

La deuxième session des formations mises en œuvre dans le cadre du programme « Cultiver des talents » pour la construction du Pipeline Export Niger-Bénin a connu son épilogue le vendredi 17 mars 2023, au Lycée Technique Professionnel d'INA dans la commune de Bembèrèkè. La cérémonie officielle de remise des attestations aux 80 jeunes soudeurs et électriciens formés a été présidée par le Ministre des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle, Monsieur Kouaro Yves CHABI.

Le programme de formation technique et professionnelle dénommé « Cultiver des talents », conjointement initié par le Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle, le Ministère de l'Eau et des Mines et la Société chinoise WAPCO, entend couvrir plusieurs communes le long de la ligne du Pipeline Export Niger-Bénin. Ce programme concerne une dizaine de métiers dont la société WAPCO a besoin pour la concrétisation du projet.

Au nombre des départements que le pipeline en cours de déploiement traversera, figure le Borgou. C'est ainsi que durant 75 jours, 80 jeunes soudeurs et électriciens du département du Borgou ont eu l'opportunité de renforcer leurs capacités techniques, sous la supervision des experts formateurs et de professionnels avertis.

« La présente formation organisée, dans les métiers de soudeur et d'électricien, au profit de 80 jeunes, a porté sur les techniques de soudure montante des tuyaux,



la maintenance des panneaux en serrurerie et sur les techniques de câblage domestique et industriel en électricité. Le choix de ces métiers n'est pas anodin. Il s'agit des métiers à fort potentiel d'inclusion et indispensables dans plusieurs secteurs d'activités et de grands travaux actuellement engagés par le Gouvernement, notamment les activités sur le projet Pipeline Export Niger-Bénin », a informé Kouaro Yves CHABI.

À l'endroit des bénéficiaires, le Ministre a conseillé : « Vous avez le devoir de faire valoir vos nouvelles compétences. Je vous exhorte, en conséquence, à faire preuve d'abnégation, de dynamisme et de courage afin d'occuper

la place qui est la vôtre sur le marché du travail ».

« Je voudrais féliciter les formateurs, l'équipe du Lycée Technique Professionnel d'INA, les cadres de nos deux Ministères et toutes les personnes qui n'ont ménagé aucun effort dans la conduite de cette activité de formation. Les témoignages qui me sont revenus sont encourageants et je vous invite à continuer sur cette lancée pour le bonheur de nos populations », a encouragé le Ministre Kouaro Yves CHABI.

En effet, la construction du Pipeline Export Niger-Bénin impactera les populations riveraines des départements de l'Alibori, du Borgou, des Collines, du Plateau et de l'Ouémé, soit 17 communes et 152 villes et villages.

Pour rappel, la première session de cette série de formations a porté sur les techniques d'échafaudage et a regroupé 30 jeunes provenant des communes de Sèmè-Podji, de Cotonou et d'Abomey-Calavi au Lycée Technique d'Amitié Sino-Bénoise d'Akassato.



Baromètres Bénin

Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics
Emission de CO2	0,614 tonnes métriques par habitant	Banque mondiale (2014)

Climat des affaires	52.4 points	Banque mondiale 2019
Indice de prospérité	-2 rang	Institut Legatum

Référentiel		
Indices	Valeur	Sources
Indice GINI	43,4%	2016
Indice de la compétitivité mondiale	3,5%	2016
Indice des prix à la consommation (IPC)	100,50 points	Statistiques mondiales
Indice Bénin de la liberté humaine	7,32	Institut Fraser 2022
Indice de démocratie	5,74 points	The Economist
Indice de développement humain (Idh)	0,515 points	PNUD 2018
Indice de liberté de presse	31,74 points	Reporters Sans Frontières 2019
Indice de corruption	40 points	Transparency international 2019

Position du Bénin dans la sous-région			
Indices	Rang UEMOA	Rang mondial	Source
Développement humain	1er	163ème sur 189 pays	PNUD
Démocratie	2ème	81ème	The Economist
liberté de presse	5ème	96ème	Reporters Sans Frontières
Corruption	3ème	85ème sur 180 pays	Transparency international

Installations illicites des répéteurs et amplificateurs de signaux

L'ARCEP Bénin met en garde les faussaires

L'ARCEP BENIN met en garde les acteurs qui installent de manière illicite des répéteurs et amplificateurs de signaux sur les réseaux des opérateurs mobiles. C'est dans un communiqué que le régulateur lance l'appel aux faussaires.



COMMUNIQUÉ

Dans le cadre des activités de contrôle de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et de la Poste (ARCEP BENIN), il m'a été donné de constater que des individus non autorisés, procèdent à l'installation des répéteurs et amplificateurs de signaux sur les réseaux des opérateurs mobiles.

Ces équipements installés en violation des textes en vigueur, créent des interférences sur les réseaux des opérateurs mobiles régulièrement autorisés, dégradant ainsi la qualité des services offerts aux consommateurs.

A cet effet, il est rappelé que toute importation, vente ou utilisation de ces équipements, sur l'ensemble du territoire national sans autorisation, sont constitutives d'infractions pénales au regard des dispositions des articles 260 et 262 de la loi n° 2017-20 du 20 avril 2018 portant code du numérique en République du Bénin.

En conséquence, toute personne qui aura été identifiée en lien avec ces faits fera l'objet de poursuite conformément aux dispositions légales en vigueur en République du Bénin.

Fait à Cotonou, le **11 6 FEV 2023**

Le Président,


 Elavien BACHABI

Tél: +229 21 31 01 65 Fax: +229 21 31 00 67 E-mail: contacts@arcep.bj Site web: www.arcep.bj 01 BP 2034 Cotonou

Règlement des litiges commerciaux

Le CAMEC lance une première édition de formation des acteurs

Le CAMEC organise une première édition de formation à titre payant au métier du médiateur du mercredi 29 au vendredi 31 mars 2023 au siège de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI Bénin). Lire le communiqué



COMMUNIQUE PRESSE ECRITE

FORMATION EN MEDIATION COMMERCIALE

Le CAMEC, Centre d'Arbitrage, de Médiation et de Conciliation du Bénin, a pour mission de faciliter le règlement des litiges commerciaux par des mécanismes extrajudiciaires.

Depuis, une vingtaine d'années, le CAMEC œuvre pour la formation et le renforcement des capacités de ses arbitres, médiateurs agréés et des juges consulaires.


Pour répondre aux nombreuses sollicitations du public, le CAMEC organise une première édition de formation à titre payant au métier du médiateur **du mercredi 29 au vendredi 31 mars 2023** au siège de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI Bénin).

Les inscriptions sont ouvertes à toute personne intéressée à compter du **jeudi 16 février 2023 jusqu'au vendredi 10 mars à 17h 30** à l'adresse camec@ccib.bj ou au siège du CAMEC sis au quartier « haie-vive » de Cotonou, ou par téléphone +229 68 63 70 70 ou 69 33 70 70.

Coût de la formation : 150.000 FCFA

Les places étant limitées, seuls les premiers inscrits seront retenus.

Le Secrétaire Permanent
 William SOUROU



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.
 Afrique de l'Ouest
 Siège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AMONA - 01 BP 3802 Abidjan
 ☎ : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.org

ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN
 Adresse: Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2983 Cotonou
 Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

Modules de formation

- MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

Lieu de la formation : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.
 Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

La participation aux formations est gratuite.

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB

Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39

NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA

Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste**.

L'économiste, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

L'économiste, le journal des décideurs

Secteur financier

Les banques africaines parées contre le syndrome Silicon Valley Bank

Voilà une note rassurante de Moody's sur les banques commerciales africaines face aux risques de retrait d'argent massif comme dans le cas Silicon Valley Bank. « Nous pensons que ce risque est faible pour les banques africaines. Les dépôts ont toujours été stables pour les grandes banques que nous notons sur le continent, le capital et la liquidité sont plus élevés que dans d'autres régions, et les banques centrales jouent un rôle clé dans la fourniture de liquidités à leurs banques nationales », opine Moody's. De plus, poursuit l'agence américaine, « les notations de crédit des banques africaines sont généralement faibles et reflètent déjà bon nombre des défis auxquels ces institutions seront confrontées en 2023, comme l'indiquent nos perspectives négatives pour le secteur ». Pour ces banques, le risque de réaliser des pertes sur obligations est faible compte tenu de la « liquidité solide et des bases de dépôts



stables », opine l'agence de notation. La plupart des banques africaines notées disposent de liquidités solides qui peuvent amortir d'importants retraits de dépôts. « Les actifs liquides par rapport aux actifs totaux des banques notées étaient de 43 % et nous estimons que 20 % des actifs se présentent sous la forme de liquidités, de soldes auprès de la banque centrale et d'autres expositions interbancaires, qui sont tous très liquides. La majeure partie du reste prend la forme d'obligations souveraines locales, qui peuvent être remboursées à la banque centrale », déclare Moody's. Les banques notées

ont des bases de dépôts importantes et stables avec une dépendance limitée à un financement de marché plus volatil. « La plupart des banques que nous évaluons sur le continent sont des leaders du marché avec des franchises diversifiées et bien établies ». En outre, une sophistication financière moindre, un manque de concurrence matérielle de la part d'acteurs financiers non bancaires et une plus grande dépendance à l'égard des banques physiques rendent les dépôts particulièrement stables dans la plupart des pays d'Afrique.

Financial Afrik

Inflation alimentaire

La Banque de France prévoit un pic « vers la fin du premier semestre »



Les courbes de la Banque de France reprennent des couleurs : d'après les dernières prévisions, la France devrait connaître une croissance de 0,6 % en 2023, contre 0,3 % envisagé jusqu'alors. Parmi les prévisions, la banque centrale revoit à la baisse les hausses des prix : « il y a un peu plus de croissance et un peu moins d'inflation », a résumé le chef économiste de la banque centrale, Olivier Garnier. L'inflation alimentaire devrait, elle, atteindre son pic « vers la fin du premier semestre », note Matthieu Lemoine, un des auteurs des projections macroéconomiques 2023-2025 publiées lundi. Les prix augmenteraient ensuite plus lentement, grâce à « la détente prévue sur le prix des intrants agricoles [...]

et les prix internationaux des matières premières agricoles », explique l'institution. Mais « on ne prévoit pas de baisse des prix de l'alimentation à l'horizon de notre projection », c'est-à-dire 2025, avertit Matthieu Lemoine. Ces bonnes surprises sont toutefois contrebalancées par « l'environnement financier » du pays, les taux de change et les taux d'emprunt étant moins bien orientés qu'en décembre. Même rehaussée, la prévision de croissance pour 2023 reste inférieure à celles de l'OCDE (0,7 %, relevée de 0,1 point vendredi) et du gouvernement (1 %). Pas de spirale inflationniste en vue. Ces prévisions d'activité et d'inflation sont néanmoins dépendantes de « nombreux

20 minutes

Bois

La Côte d'Ivoire veut reboiser 100 000 hectares de forêts dégradées en 2023



La Côte d'Ivoire est confrontée depuis plusieurs années à une dégradation importante de son couvert forestier en raison de l'expansion des superficies cultivées. Face à cette situation qui menace la biodiversité, les autorités multiplient les initiatives pour changer la donne. En Côte d'Ivoire, l'exécutif prévoit de reboiser 100 000 hectares de forêts dégradées d'ici la fin de l'année 2023, soit presque trois fois plus qu'en 2022 (37 000 hectares). C'est ce qu'a révélé Laurent Tchagba, ministre des Eaux et Forêts le 18 mars dernier. L'initiative s'inscrit dans le cadre de la Stratégie de préservation, de réhabilitation et d'extension des forêts (SPREF) mise en œuvre depuis 2020 pour un coût global d'environ 1 milliard \$. Dans le cadre de cette ambition, M. Tchagba indique que 13,8 millions de jeunes plants d'arbres seront produits à cet effet contre un stock de 10 millions produits un an plus tôt. « Nous avons eu un gap de 63 000 hectares en 2022 par rapport à nos prévisions. Nous comblerons de gap grâce à l'appui technique et financier des partenaires au développement à travers des projets tels que le Projet d'Investissement Forestier 2 (PIF 2), l'Initiative Cacao-Forêt, le Programme Intégré de Développement et d'Adaptation au Changement Climatique dans le Bassin du Niger (PIDACC/BN) et aussi grâce à de nouveaux projets à réaliser en milieu rural », explique le responsable. En Côte d'Ivoire, l'exécutif ambitionne de faire passer la couverture forestière du pays à 6,5 millions d'hectares à l'horizon 2030 contre un niveau actuel tournant autour de 2,97 millions d'hectares.

Mali

L'exécutif lance une nouvelle usine de traitement de paddy à Mopti

En Afrique de l'Ouest, le segment de la transformation est une industrie essentielle pour assurer la disponibilité en riz blanc aux populations. Le Nigéria est déjà bien avancé sur ce maillon de la chaîne de valeur du riz, mais d'autres pays emboîtent le pas. Au Mali, le Premier ministre Choguel Maïga a procédé le 17 mars dernier à l'inauguration d'une unité de traitement de riz paddy basée dans la ville de Mopti au centre du pays. L'annonce a été faite dans un communiqué publié sur la page Facebook du ministère du Développement rural. Cette nouvelle usine est construite par l'entreprise locale Planète distribution dans le cadre du Projet de financement inclusif des filières agricoles (Projet INCLUSIF) mis en œuvre depuis 2019 avec l'appui du Fonds international pour le développement agricole (FIDA), du Danemark et du Canada. Elle est dotée d'un entrepôt de stockage de 7 000 tonnes et d'une ligne moderne de décorticage du paddy d'une capacité de traitement de 10 tonnes par heure avec un rendement d'usinage de plus de 60 %. « Cette nouvelle infrastructure permettra d'améliorer la qualité de riz blanchi mis sur le marché et le maintien de la cohésion sociale entre plus de 1 079 petits producteurs, dont 789 femmes et 207 jeunes, dans les périmètres irrigués villageois, avec une bonne gouvernance en matière de distribution de l'eau », peut-on lire dans le communiqué. Avec ce nouvel investissement, l'industrie locale qui fournit déjà plus de 60 % des besoins de consommation de riz blanchi du pays soit environ 2,5 millions de tonnes par an, devrait davantage augmenter son offre afin de contribuer à la baisse des importations. Au Mali, le riz est la deuxième denrée de base la plus consommée après le mil.



Nigeria

Le gouvernement annonce un programme de plus de 600 millions \$ pour les industries créatives et la technologie



Avec des industries musicales et cinématographiques en pleine croissance, le Nigeria est une locomotive africaine dans les secteurs créatifs. Fort de cette dynamique, le gouvernement local a lancé un programme de plus de 600 millions \$ pour accompagner les industries créatives et culturelles. Au Nigeria, le gouvernement a annoncé le 14 mars le lancement du programme I-DICE, visant à mettre un fonds de plus de 600 millions \$ à la disposition des entrepreneurs ayant entre 15 et 35 ans, actifs dans les secteurs des industries créatives et de l'innovation. L'évènement a été lancé en présence de Yemi Osinbajo, vice-président du Nigeria et Akinwumi Adesina président de la Banque Africaine de Développement (BAD). « Le programme i-DICE constitue une étape importante vers l'essor de l'entrepreneuriat et de l'innovation dans les technologies numériques et les industries créatives, parmi lesquelles figurent le cinéma, la mode et la musique », explique l'institution financière sur son site internet. La BAD a fourni 170 millions \$ au fonds. 116 millions \$ ont été obtenus auprès de l'Agence française de développement et 70 millions \$ sont fournis par la Banque islamique de développement. « Un montant supplémentaire de 271 millions est attendu du secteur privé et des investisseurs institutionnels », explique le gouvernement nigérian.

Ecofin du 20 Mars 2023

lundi 20 mars 2023

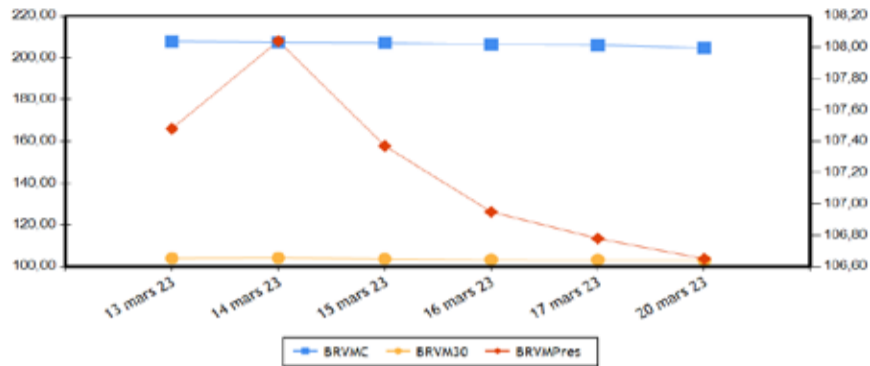
N° 56

BRVM COMPOSITE	204,71
Variation Jour	-0,67 %
Variation annuelle	0,73 %

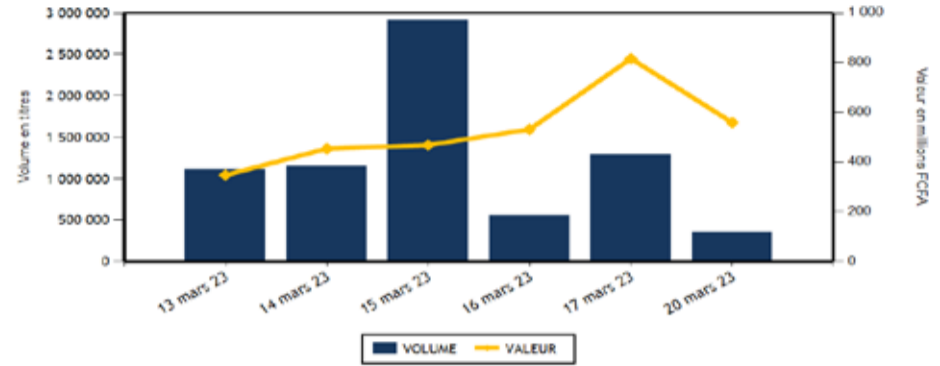
BRVM 30	103,01
Variation Jour	-0,26 %
Variation annuelle	3,01 %

BRVM PRESTIGE	106,65
Variation Jour	-0,12 %
Variation annuelle	6,65 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 615 836 719 630	-0,67 %
Volume échangé (Actions & Droits)	347 531	-73,00 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	546 137 372	-32,88 %
Nombre de titres transigés	42	5,00 %
Nombre de titres en hausse	6	-53,85 %
Nombre de titres en baisse	24	60,00 %
Nombre de titres inchangés	12	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICABLE CI (CABC)	1 075	6,44 %	-8,12 %
UNIWAX CI (UNXC)	780	4,00 %	1,30 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 000	0,81 %	-16,32 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	13 900	0,72 %	19,78 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 205	0,42 %	-13,93 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 149 203 133 647	0,00 %
Volume échangé	1 421	339,94 %
Valeur transigée (FCFA)	12 844 482	369,27 %
Nombre de titres transigés	4	-20,00 %
Nombre de titres en hausse	1	
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	3	-40,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 300	-5,45 %	0,39 %
SAFCA CI (SAFC)	925	-3,65 %	5,11 %
SITAB CI (STBC)	6 505	-2,84 %	-5,04 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	690	-2,82 %	-25,41 %
ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC)	9 600	-2,09 %	-5,97 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	106,65	-0,12 %	6,65 %	254 232	175 362 647	6,23
BRVM-PRINCIPAL	36	97,00	-0,96 %	-3,00 %	93 299	370 774 725	9,52

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	97,29	-0,54 %	-6,65 %	14 142	20 803 985	25,43
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	489,84	-1,25 %	0,13 %	15 228	183 488 060	9,12
BRVM - FINANCES	15	77,68	-0,12 %	2,87 %	294 153	284 518 062	6,93
BRVM - TRANSPORT	2	361,99	0,00 %	5,94 %	3 608	5 176 955	5,78
BRVM - AGRICULTURE	5	287,04	-0,15 %	1,23 %	6 506	25 362 240	5,60
BRVM - DISTRIBUTION	7	365,88	-0,21 %	2,05 %	12 381	25 116 065	26,44
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 406,63	-0,44 %	20,00 %	1 513	1 672 005	13,69

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	7,98
Taux de rendement moyen du marché	7,44
Taux de rentabilité moyen du marché	7,89
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	120
Volume moyen annuel par séance	517 496,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 107 193 946,67

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	8,99
Ratio moyen de satisfaction	12,75
Ratio moyen de tendance	141,77
Ratio moyen de couverture	70,54
Taux de rotation moyen du marché	0,03
Prime de risque du marché	6,63
Nombre de SGI participantes	28

Définitions

Volume moyen annuel par séance
Valeur moyenne annuelle par séance
Ratio moyen de liquidité
Ratio moyen de satisfaction
Ratio moyen de tendance
Ratio moyen de couverture

= Valeur annuelle échangée / nombre de séances
= Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
= Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation
PER moyen du marché
Taux de rendement moyen
Taux de rentabilité moyen
Prime de risque du marché

= moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottant)
= moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
= moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
= moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
= (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
Fax : +225 20 32 66 84
E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN
001 BP 8690 RP
uca@ucasgi.com
(229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
(229) 21 31 00 21
www.ucasgi.com



Carré 211 St Michel
immeuble SGI-Bénin 01 BP
4546 Cotonou.
Tél : (229) 21 31 15 41
21 31 15 71



Groupe BMCE BANK
BOA CAPITAL SECURITIES
Siège BOA Benin,
Boulevard de France
Tel : (229)
21315343/64182121



Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration
01 BP 8668 RP Cotonou
contact@sgi-agi.com
+229 21318733
+229 21316065



Avenue Steinmetz Face
Immeuble Air Gabon 01 BP
6002 COTONOU BENIN
Tél : (229) 21 31 88 35 /
21 31 88 36



BIIC Financial Services
Société de gestion et d'intermédiation
Boulevard Saint Michel
Immeuble Agence BIIC Dantokpa
01 BP. 7700 Cotonou
Tél. +229 21324875
Tél. +229 21324876
sgibfs@biic-financialservices.com

Quelques pharmacies à Cotonou

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANJI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	6EME
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	
13	JERICHO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	
16	AMEN	63016565/67309529	7EME
17	MARINA	94018724	8EME
18	SAINTE GABRIEL	95605656	
19	KINDONOU	21380115	9EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	10EME
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	11EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	12EME
25	SAINTE LOUIS	95859686	13EME
26	LES PYLONES	66826813/95924231	
27	LULI LULI	98656060	

Jours du marché Dantokpa

Mars 2023
Mercredi 1 Mars 2023
Lundi 5 Mars 2023
Jeudi 9 Mars 2023
Lundi 13 Mars 2023
Vendredi 17 Mars 2023
Mardi 21 Mars 2023
Samedi 25 Mars 2023
Mercredi 29 Mars 2022

Taux de change

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	652,73
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	775,87
Naira (NGN - Nigeria)	1,57
Cedi (GHS - Ghana)	80,69
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	38,18
Yen (JPY)	4,7
Yuan (CNY)	97,15
Rouble russe (RUB)	10,44
Franc Suisse (CHF)	665,26
Franc Guinéen (GNF)	0,07
Roupie indienne (INR)	8,2
Droits de tirage spéciaux (FMI)	856,57
Or (XAU)	1131857,00
Argent (XAG)	12480,68

Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	800
Piment vert (gbataki)	Tongolo	500
Tomate fraîche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	350
Sel marin importé	Tongolo	350
Sucre en morceau	Paquet	600
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1400
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1200
Lait concentré non sucré Peak	250g	450
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	300/450
Coquille Maman et autres	250g/500g (en sachet)	300/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 21/03/ 2023

Cours des matières Premières du Mardi 21 Mars 2023

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var. %	Heure
Or	Août 2022	1.731,95	-10,35	-0,59%	21:17:03
XAU/USD		1.733,77	-8,57	-0,49%	21:17:32
Argent	Sept 2022	19,067	-0,169	-0,88%	21:17:11
Cuivre	Sept 2022	3,4242	-0,0978	-2,78%	21:17:32
Platine	Oct 2022	857,90	-24,90	-2,82%	21:17:32
Palladium	Sept 2022	2.137,50	-19,10	-0,89%	21:17:01
Pétrole brut WTI	Août 2022	103,61	-1,18	-1,13%	21:17:32
Pétrole Brent	Sept 2022	106,57	-0,45	-0,42%	21:17:32
Gaz naturel	Août 2022	6,429	+0,395	+6,55%	21:17:14
Fioul	Août 2022	3,7730	+0,1001	+2,73%	21:17:28
Essence RBOB	Août 2022	3,4612	+0,0141	+0,41%	21:17:28
Gasoil Londres	Août 2022	1.123,00	+49,50	+4,61%	21:17:26
Aluminium		2.380,00	-72,00	-2,94%	19:25:38
Zinc		3.049,50	-32,00	-1,04%	19:27:17
Nickel		21.880,00	+132,50	+0,61%	19:55:12
Cuivre		7.611,00	-179,00	-2,30%	19:30:02
Blé américain	Sept 2022	855,30	-35,70	-4,01%	20:20:06
Riz Paddy	Sept 2022	16,532	+0,077	+0,47%	20:20:06
Maïs américain	Sept 2022	635,00	+1,75	+0,28%	20:19:59
Soja américain	Août 2022	1.519,12	+6,12	+0,40%	20:19:57
Huile de Soja américaine	Déc 2022	61,28	+0,79	+1,31%	20:19:56
Farine de soja	Déc 2022	400,10	-3,60	-0,89%	20:20:06
Coton américain	Déc 2022	94,88	-0,75	-0,78%	20:20:01
Cacao américain	Sept 2022	2.378,00	+60,00	+2,59%	19:29:00
Café US C	Sept 2022	212,92	-7,53	-3,42%	19:30:04
Café de Londres	Sept 2022	1.968,00	-2,00	-0,10%	18:30:07
Sucre américain	Oct 2022	18,92	-0,10	-0,53%	18:59:00
Jus d'orange	Sept 2022	164,18	+0,63	+0,39%	20:00:07
Bétail	Août 2022	136,30	+2,35	+1,75%	20:04:59
Porc	Juill 2022	113,18	+0,32	+0,29%	20:04:57
Bovins d'engraissement	Août 2022	174,96	+2,48	+1,44%	20:05:04
Bois de construction	Juill 2022	663,00	+4,00	+0,61%	20:39:44
Avoine		486,10	+1,90	+0,39%	20:19:17

Prix des produits hydrocarbures et gaz

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	600
Pétrole	1L	851
Gasoil	1L	668
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » du Mardi 21 Mars 2022

Les marchés locaux qui s'animent par huitaine

Départements	Lieux	Noms	Jours
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche
	Ségbana	Ségbana	dimanche
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi
	Malanville	Malanville	samedi
	Karimama	Karimama	vendredi
	Matéri	Matéri	jeudi
	Tanguiéta	Tanguiéta	lundi
	Cobly	Cobly	mercredi
	Gaouga	Gaouga	mardi
	Kassoua	Kassoua	mardi
Mono	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi
	Agoué	Agoué	mercredi
Zou	Djalloukou	Djalloukou	dimanche
	Massi	Massi	dimanche
	Agouna	Agouna	mardi
	Ikèmon	Ikèmon	mercredi
Borgou	Gogounou	Gogounou	dimanche
	Bembéréké	Bembéréké	jeudi
	Kalalé	Kalalé	jeudi
	Tchaourou	Tchaourou	lundi
	Tchikandou	Tchikandou	mardi
	Fô-Bouré	Fô-Bouré	mercredi
	Sokka	Sokka	mercredi
	Parakou	Azeke	samedi
	N'Dali	N'Dali	samedi
	Dunkassa	Dunkassa	vendredi
Collines	Ouèdèmè	Ouèdèmè	dimanche
	Ouessè	Ouessè	jeudi
	Gobada	Gobada	lundi
	Savè	Savè	lundi
	Tchetti	Tchetti	lundi
	Glazoué	Glazoué	mercredi
	Lahotan	Lahotan	mercredi
Donga	Bénin	Bénin	jeudi
	Tokotoko	Tokotoko	lundi

Prix du litre d'essence dans les pays africains en 2023:

1.Libye : 19,01 FCFA	14.Sao Tomé et Principe : 642,44 FCFA	26.Namibie : 754,54 FCFA	37.Guinée : 855,50 FCFA
2.Angola : 195,35 FCFA	15.Benin : 650 FCFA	27. Guinée-Bissau : 760 FCFA	38.Mali : 881,72 FCFA
3.Algérie : 205,19 FCFA	16.Ethiopie : 654,24 FCFA	28.Afrique du sud : 761,38 FCFA	39.Sénégal : 890,90 FCFA
4.Egypte : 267,47 FCFA	17.Soudan : 659,49 FCFA	29.Côte d'ivoire : 775 FCFA	40.Kenya : 892,21 FCFA
5.Nigeria : 278,61 FCFA	18.Mauritanie : 681,77 FCFA	30.Ghana : 780,11 FCFA	41.Djibouti : 898,11 FCFA
6.Tunisie : 499,59 FCFA	19.Sierra Leone : 685,71 FCFA	31.Lesotho : 780,11	42.Zambie : 899,53 FCFA
7.Tchad : 518,54 FCFA	20.Togo : 700,79 FCFA	32.Madagascar : 812,23 FCFA	43.Rwanda : 909,25 FCFA
8.Niger : 557,22 FCFA	21.Botswana : 705,37 FCFA	33.Cap-vert : 826,65 FCFA	44.Burundi : 963,66 FCFA
9.Gambie : 590 FCFA	22.Tanzanie : 744,71 FCFA	34.Mozambique : 837,14 FCFA	45.Seychelles : 994,47 FCFA
10.Gabon : 605 FCFA	23.Libéria : 734,87 FCFA	35.Maroc : 844,35 FCFA	46.Ouganda : 1022,01 FCFA
19. Zimbabwe : 624,82 FCFA	24.Comores : 750 FCFA	36.RDC : 853,53 FCFA	47.Maurice : 1035,12 FCFA
11.Congo : 625 FCFA	25.Burkina Faso : 750 FCFA		48.Malawi : 1048,23 FCFA
12.Cameroun : 630 FCFA			49.Érythrée : 1311,10 FCFA
13.Somalie : 635,89 FCFA			50.République centrafricaine : 1.500 FCFA

HOROSCOPE finance

Bélier Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

Taureau Soyez tout particulièrement prudent aujourd'hui en ce qui concerne le domaine financier, où votre jugement ne sera pas toujours excellent. Evitez d'engager des sommes trop importantes par rapport à vos moyens dans des affaires dont vous n'êtes pas absolument sûr de l'issue. Vigilance également dans le domaine immobilier : un contrat peut ne pas être très net et laisser la porte ouverte à d'épineux problèmes juridiques.

Gémeaux Mercure en cette configuration va vous souffler d'excellentes idées pour améliorer votre niveau de vie ou pour rentabiliser vos économies. Prenez rendez-vous avec votre banquier ; vous pourrez alors, grâce à ses conseils, tirer un bon parti de vos intuitions. Pluton pourra vous valoir une bonne surprise ; mais il vous faudra réagir rapidement pour profiter de l'occasion qui s'offrira à vous.

Cancer Mettez à présent de l'ordre dans vos affaires pécuniaires et faites vos comptes de manière à ne pas être pris ensuite au dépourvu. Une petite rentrée financière n'est pas impossible aujourd'hui. Mais ne vous lancez pas aussitôt dans des dépenses inutiles, faites plutôt fructifier vos fonds !

Journée délicate financièrement. Faites le dos rond et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder. Ne vous laissez pas entraîner par votre impatience, car vos coups de tête vous feraient tomber dans le vide.

Lion Un petit voyage serait agréable actuellement et il vous détendrait tout en vous permettant de réaliser l'un de vos buts. Attention cependant de ne pas vider votre compte en banque ! Pour une fois, prenez les conseils de professionnels avisés, d'amis discrets, voire de votre bien-aimé... Les affaires d'argent sont délicates de nos jours !

Balance Cette journée sera relativement calme, marquée surtout par la nécessité de remettre de l'ordre dans vos finances, d'accumuler des biens et de préparer matériellement votre avenir. Evitez cependant de lâcher la proie pour l'ombre et d'hypothéquer le présent sous le prétexte d'assurer vos vieux jours.

Scorpion Votre esprit sera principalement axé sur le gain. En effet, cet aspect de Pluton, qui a trait aux biens et à la fortune, favorisera un renouveau d'appétit pour la richesse et la possession. Votre flair pour les bonnes affaires, petites ou grandes, se développera et s'affinera. Vous saurez apprécier avec lucidité les possibilités de bénéfices dans le domaine de la spéculation et des opérations boursières ou commerciales.

Sagittaire Votre équilibre budgétaire sera protégé par Saturne. Un coup de chance incroyable est d'ailleurs possible. Si vous faites partie des heureux élus qui ont droit à une bonne surprise, restez quand même prudent : placez cet argent au lieu de le dépenser.

Capricorne La réussite matérielle fera partie des dons que vous prodiguera aujourd'hui Mars. Vous pourriez emporter une excellente affaire financière ou gagner une somme conséquente à un jeu de hasard ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Verseau La planète Saturne en bel aspect vous permettra de vous sentir bien dans votre peau et de connaître la joie de vivre. Il faudra pourtant vous garder d'une certaine euphorie et d'un optimisme béat, qui pourraient vous pousser au laisser-aller. Vous devrez surtout résister à l'impulsion de dépenser, d'acheter des quantités de choses qui ne se révéleront pas indispensables. Prenez note de cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête. Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

L'économiste

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de

Communication "CHEZ VOUS"
N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007
Sikèkòdji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le

carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON
(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUHEMOMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Rédacteur en chef

Jean Claude KOUAGOU
(97 720 976)

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO
(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI

Bidossessi WANOU
(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Falco Vignon

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU

(Br. Borgou/Alibori)

Rock AMADJI

(Correspondant Zou-Collines)

Emmanuel AKAKPO

(Br Atacora-Donga)

Issa SIKITI DA SILVA

(Correspondant RDC)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO

(69190880)

Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON

(62323855)

Retraites, faillites bancaires, GPT4

Terminator prend le pouvoir !

Emmanuel Macron a pris son risque. Sur un coup de poker, le chef de l'Etat a préféré faire tapis face à la rue en autorisant contre toute attente l'usage de l'article 49.3 sur sa réforme des retraites plutôt que de faire confiance à la démocratie parlementaire en laissant Elisabeth Borne aller au vote. La réponse ne s'est pas faite attendre, avec de violentes manifestations à Paris et dans de nombreuses villes, en attendant lundi l'examen des motions de censure, dont l'une, celle déposée par le député centriste Charles de Courson, pourrait bien faire tomber le gouvernement. En quelques heures, la France est passée de la crise sociale à la crise politique avec un président de la République affaibli, sans majorité, qui impose de force une réforme dont l'article principal, le relèvement de l'âge de départ à 64 ans, ne dispose d'aucun vote démocratique, à part la réélection de Macron dans les conditions difficiles que l'on connaît, et est rejeté par une large majorité des Français.

Cette décision de passer par l'article 49.3 sur un sujet aussi important ne présage rien de bon pour la suite du quinquennat, d'autant que celui-ci doit encore durer quatre ans ! Cela risque d'être très très long... Comment espérer avec une base politique aussi minoritaire poursuivre les réformes dans un pays qui va peut-être se résigner à devoir travailler plus longtemps, mais avec l'amertume d'un rendez-vous manqué avec la démocratie sociale et même la démocratie tout court. A moins qu'un référendum d'initiative partagée ne vienne in extremis redonner la parole au peuple, défend dans La Tribune l'ancien Premier ministre Bernard Cazeneuve.

Dans la dernière ligne droite de la décision, certains ministres, dont celui du budget et des comptes publics, Gabriel Attal, auraient dit-on fait valoir auprès du président que la France ne pouvait, dans un contexte de crise financière, se permettre de prendre le risque de voir cette réforme des retraites ne pas s'appliquer. Sous-entendant que les marchés financiers auraient pu attaquer la dette française déjà minée par la hausse des taux, et dont la crédibilité de la signature aurait été entamée en cas de statu quo. Ce chantage ambiance TINA (There is no alternative) n'est pas très convaincant : même si la crise de confiance dans le système bancaire américain est en effet grave, on n'est plus à l'époque des crises du franc... Le jeune ministre des comptes publics qu'on ne savait pas si orthodoxe serait plus crédible s'il présentait un plan sérieux de maîtrise des dépenses publiques... On en est très très loin.

L'argument de la menace des marchés est d'autant plus contestable que le bénéfice comptable de la réforme d'Elisabeth Borne s'est réduit comme peau de chagrin, les 17 milliards d'économies espérées ayant été largement éreintées par le débat parlementaire avec la droite : pas loin de 7 milliards d'euros en moins... Le risque d'un rejet des 64 ans valait-il la peine de faire d'Emmanuel Macron un Terminator de la démocratie ? Sans tomber dans les excès de ceux qui espèrent un « mai 68 » et un printemps révolutionnaire place de la Concorde, Emmanuel Macron a en tout cas réveillé le chant des partisans d'une République moins verticale et d'un régime moins présidentiel. Mélenchon appelle déjà à la Constituante pour la VIème. Mais ne semble pas prêt à prendre d'assaut la salle du Jeu de Paume. Sans doute a-t-il peur d'y perdre lui-même des plumes.

Il est peu probable que la VIème République que cela figure dans le champ de la prochaine réforme des institutions sur laquelle travaille le président de la République. Il s'agirait plutôt pour lui de revenir (vengeance personnelle ?) sur le découpage en treize grandes régions par François Hollande ainsi que sur l'interdiction du cumul des mandats. Il n'y a pas là de quoi éteindre l'incendie qui a pris les poubelles qui encombrant Paris. Le plus désolant dans la décision d'Emmanuel Macron est qu'elle met en danger la suite des réformes, notamment l'accélération de la transition écologique qui commence à menacer le pouvoir d'achat des plus modestes, alors que la contestation sociale pourrait s'enflammer avec la flambée des prix. Le rejet croissant des ZFE par les habitants des banlieues des métropoles qui se voient comme des « assignés à résidence » le montre, il y a une colère montante, dont le 49.3 pourrait bien faire déborder le vase. Quand à la loi sur le plein emploi, censée ouvrir la voie à de vieilles revendications de la CFDT, comme la possibilité d'accords sur la semaine de quatre jours ou la généralisation du compte-épargne temps, il ne s'agit que de gadgets qui ont peu de chance de calmer le jeu avec Laurent Berger, qui continue de réclamer l'abandon de la mesure d'âge.

Que se passe-t-il avec les banques ? L'image du Termina-



tor convient bien cette semaine aussi à la crise financière qui fait rage aux Etats-Unis et commence à atteindre par contagion l'Europe. Les conséquences de la faillite de la Silicon Valley Bank ont été ressenties violemment, au travers du cas de la banque Crédit Suisse, sauvée in extremis par les autorités suisses en fin de semaine, mais aussi de la chute des cours de nombreuses banques européennes, dont plusieurs grandes banques françaises. Même si Bruno Le Maire a fait son travail de ministre de l'économie et des finances pour tenter de rassurer l'opinion sur l'absence de contagion, il y a tout lieu d'être en réalité très inquiet de la situation, pour au moins trois raisons.

La première tient aux causes de la chute de Silicon Valley Bank et de ses clones : dans tous les cas, il s'agit de banques régionales, non systémiques, qui ont bénéficié de l'allègement par Donald Trump (encore lui) en 2018 des réglementations prudentielles (le Dodd-Frank Act, la loi post-Lehman Brothers). Ces banques ont placé les dépôts de leurs clients en bons du Trésor sans se couvrir contre le risque de remontée des taux, une faute grave, ce qui a engendré de très lourdes pertes et le phénomène imprévisible et irrationnel de bank run qui a ruiné la SVB, confrontée à des dizaines de milliards de dollars de retraits de la part des startups en quelques heures. Mais contrairement à ce qui a été dit, ce risque de bilan sur la gestion actif-passif ne concerne pas que la Silicon Valley Bank et quelques autres. Les marchés sont en train d'attaquer toutes les banques qui leurs semblent suspectes et susceptibles de connaître le même sort et les attaquent massivement via le marché des Crédit Default Swap (CDS). Il va falloir du temps avant de trier le bon grain de l'ivraie et cela ressemble en tout point à la crise de défiance qui avait provoqué en 2007-2008 la crise des subprimes, lorsque toutes les banques se méfiaient les unes des autres.

La deuxième raison est que les marchés ont découvert un moyen de pression sur la politique monétaire des banques centrales afin de freiner la hausse des taux dont la remontée brutale explique en grande partie l'accident de la SVB. La BCE n'y a pas cédé jeudi, en relevant quand même de 50 points de base ses taux directeurs. Mais les marchés sont sur les nerfs en attendant la prochaine décision de la FED : sauver l'économie ou sauver les banques, cela risque de devenir le grand dilemme des banques centrales au cours de la suite de l'année et cela risque d'engendrer beaucoup de nervosité. Jusqu'au grand krach final prédit par l'économiste Nouriel Roubini ? C'est la grande inconnue.

La troisième raison de paniquer est encore plus grave : elle tient aux conditions même du sauvetage de la Silicon Val-

ley Bank par Joe Biden. En décidant de mobiliser l'argent du contribuable américain pour garantir les dépôts des startups, le président des Etats-Unis a creusé une brèche que dis-je, un ravin béant, dans le fonctionnement même du capitalisme. Le fameux « moral hazard » des économistes, qui veut que lorsqu'une banque fait faillite, ses actionnaires font faillite, est atteint. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les Américains n'avaient pas sauvé Lehman Brothers en septembre 2008. Provoquant une déflagration plus grave encore sur la planète finance. Instruit de ce risque, Joe Biden a sans doute eu raison d'agir sans trembler pour sauver les déposants de SVB, mais il n'a fait que la moitié du travail. Il va falloir désormais faire payer les actionnaires et mettre à l'index les mauvais banquiers.

Comment ne pas avoir la nausée quand on apprend que Greg Becker, l'ex-patron de la Silicon Valley Bank, a vendu 30 millions de dollars d'actions il y a quelques semaines, senti venir le vent du bank run qui a emporté sa banque et failli ruiner ses clients ? Comment s'étonner que l'on veuille à nouveau "pendre les banquiers" avec de tels comportements pas très ESG-compatibles... Il y a décidément quelque chose de pourri ("rotten") au royaume de la finance. Au final, pas de panique, mais on peut donc s'attendre à une vague massive de consolidation bancaire et à un mouvement de re-régulation pour rétablir les garde-fous que l'Europe a su ne pas démanteler. La croissance et les rendements des banques américaines en souffriront peut-être mais cela vaut mieux que de voir la planète finance partir en fumée sur les décombres de la pyramide de Ponzi engendrée par dix ans de taux d'intérêt zéro. En clair, nous dormons au-dessous d'un volcan qui menace d'entrer en éruption à tout moment. Pas rassurant...

Terminator, toujours lui, enfin, à propos de la grande annonce par Microsoft de la nouvelle version de son robot conversationnel. Comment ne pas avoir cette image en tête quand on voit les réactions mi-amusées, mi-effrayées, de la communauté des experts de l'intelligence artificielle devant les progrès spectaculaires de GPT4, la nouvelle version du chatbot d'OpenAI. Face à celles-ci, on peut avoir deux attitudes. N'y voir qu'une exceptionnelle opération marketing de Microsoft, consistant à faire croire à l'opinion que nous entrons dans un nouvel âge : alors qu'il ne s'agit que d'un chatbot, un simple robot conversationnel obéissant à nos instructions, les fameux Prompts.

Ou accepter que cette technologie soit réellement révolutionnaire, au point de soulever des questions éthiques et morales inédites. Sur les réseaux sociaux, certains commencent déjà à parler de Skynet, l'intelligence artificielle qui déclenche l'extermination de l'humanité par les machines. Et si GPT4, ou ses successeurs et concurrents, devenait autonome ou prenait le contrôle de nos ordinateurs. On nage en pleine science-fiction. En tout cas, GPT4 serait déjà capable de réussir les examens de médecine ou de rentrer à Harvard ou Polytechnique. Face à cette "guerre des intelligences", comme l'avait écrit Laurent Alexandre, il y a de quoi s'interroger sur notre destin : encore une révolution anthropologique ?

Pour terminer la semaine, retrouvez aussi le dossier spécial très complet réalisé par la rédaction de La Tribune sur « la revanche du nucléaire », en format PDF pour les abonnés. Vous y lirez notamment un entretien avec l'ancien PDG d'EDF, Pierre Gadonneix, sur les défis de la construction du nouveau programme nucléaire de la France.

Par Philippe Mabilie, Directeur de la rédaction de La Tribune.

5^{ème} édition de la semaine de l'argent au Bénin

SIF-Groupe incite la jeunesse à l'éducation financière

A l'instar de la communauté internationale qui célèbre la 11^{ème} édition de la semaine mondiale de l'argent, la Société d'inclusion financière (SIF Groupe) a, pour le compte du Bénin, officiellement lancé hier lundi 20 mars 2023, la 5^{ème} édition de ladite semaine. Couvrant la période du 20 au 26 mars, cette activité connaît la participation des apprenants de plusieurs écoles de la ville de Cotonou.

● Sylvestre TCHOMAKOU

A l'évidence de ce que l'éducation financière est l'une des armes pour réussir le pari de l'inclusion financière et lutter contre la pauvreté, la Société d'inclusion financière (SIF-Groupe), sous le leadership de son Gérant, Arnel Allavo, s'ingénie à éveiller la conscience collective sur l'importance de l'éducation financière. C'est dans cet esprit qu'à l'image de la communauté internationale, la Société a ouvert hier 20 mars au « Chant d'oiseau », et ce, jusqu'au 26, la « Semaine mondiale de l'argent », en anglais « Global money week ». A sa 5^{ème} édition au Bénin, cette semaine thématique qui s'organise un peu partout dans le monde, se veut de mettre en avant l'importance de l'éducation financière à la base et d'apprendre aux jeunes comment manipuler de l'argent dans des situations de la vie quotidienne. Avec pour thème « Planifie ton argent, plante ton avenir », le rendez-vous de cette année, selon le Gérant de SIF-Groupe, Arnel Allavo, « vise à donner aux enfants, aux jeunes, les moyens non seulement d'apprendre, de gérer leur argent, mais également d'épargner pour leur avenir et de gagner de l'argent pour eux-mêmes et leur famille ». Dans son adresse à l'ouverture, il n'a pas manqué de remercier



les autorités béninoises et tous les acteurs locaux et étrangers qui travaillent depuis plusieurs années à la promotion de l'éducation financière et digitale pour l'inclusion financière réussie au Bénin. Certain de la nécessité de l'éducation financière des enfants et des plus jeunes aujourd'hui, « il faut commencer par parler le plus souvent de l'argent à ces derniers. Leur montrer le lien entre l'entrepreneuriat, l'argent et l'avenir ; leur expliquer la différence entre l'épargne et les placements et enfin leur montrer le pouvoir de la capitalisation. », va-t-il exhorter. Partenaire officiel de cette édition, le Chef département Mobile money de Celtiis, Jean-Morel Dos-sou, a, à l'occasion, exposé les innovations et les tarifs accessibles qu'offre le réseau béninois.

Premier acteur de mise en œuvre du programme régional d'éducation financière au Bénin, le gouvernement ne s'est pas fait conter l'évènement. Représentant

le ministre des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle, le DAC Denga Sahgui s'est réjoui de l'engagement continu de SIF-Groupe au profit de nouveaux types de citoyens. Reconnaissant que « l'éducation financière apparaît comme un déterminant majeur pour un avenir radieux de nos jeunes », il a appelé les apprenants ainsi que les parents d'élèves à participer et tirer le meilleur profit de cette semaine. C'est alors que va intervenir le Directeur de l'Inclusion Financière et de la Microfinance, Conrad Glonou. Soulignant que comme tout bien précieux, l'argent obéit à des lois, il a indiqué « la semaine mondiale vise à vulgariser ces lois et à échanger autour de leur subtilité. ». Au nom du ministre d'Etat chargé de l'économie et des finances, il a salué l'engagement sans cesse renouvelé de SIF Groupe, avant d'assurer que : « L'objectif de contribuer à l'autonomisation financière de la jeunesse sera atteint ». Pour ces sept (07) jours de célébration, il importe de préciser que plusieurs activités sont au menu : des séances de sensibilisation à l'endroit des élèves de divers établissements, des échanges avec les agents économiques, etc.

A propos de la « Global money week »

Démarrée en 2012, la Semaine mondiale de l'argent qui est une initiative de l'Ong Child And Youth Finance International (CYFI) a impacté la vie de plus de 53 millions d'enfants et de jeunes. En 2022, plus de 16.200 organisations dans plus de 176 pays et territoires d'Outre-mer ont participé à la campagne.



N°0300-2023/MS/MJL/DU/SGM/CJ/SP

Cotonou, le 15 MARS 2023

COMMUNIQUÉ CONJOINT

Il nous a été donné de constater sur l'ensemble du territoire national que des corps sont abandonnés depuis plusieurs mois dans les morgues des formations sanitaires publiques et privées.

Cette situation entraîne l'engorgement de celles-ci dont les capacités d'accueil sont totalement dépassées, mettant ainsi à mal les conditions d'hygiène et de conservation des corps, le tout, en violation des normes et standards requis en la matière.

Aussi, invitons-nous toutes les personnes ayant déposé des dépouilles mortelles de leurs parents ou de leurs proches dans les morgues depuis de longues dates à procéder à leur retrait dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la date de la publication du présent communiqué.

En tout état de cause, des instructions idoines ont été données aux parquets près les tribunaux de première instance territorialement compétents de faire procéder, après le 15 avril 2023, à l'inhumation de tous les corps ainsi laissés à l'abandon.

LE MINISTRE DE LA JUSTICE ET DE LA LEGISLATION
Severin Maxime QUENUM
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation

Benjamin I. B. HOUNKPATIN
Ministre de la Santé

PSG

Sergi Roberto, chaud pour un retour de l'Argentin Messi au Barça

Lionel Messi est-il coupable de tous les maux du Paris Saint-Germain ? Assurément, non. Mais il les cristallise. L'Argentin, malgré tout son génie et sa créativité, est le symbole d'une équipe dont ne veulent plus les supporters, celui des passe-droits, des exemptions d'efforts sans ballon, bref, le PSG Yann Diniz, à des années-lumière des exigences du plus haut niveau actuel en termes d'intensité sur le terrain. Pour son ancien coéquipier au Barça, Sergi Roberto, les critiques adressées à Messi sont à la fois démesurées et injustifiées. Pour faire court, il estime que les Parisiens sont ingrats. « Il fait de bonnes saisons à Paris, il marque beaucoup de buts, il fait des passes décisives, analyse-t-



il au micro du journaliste Gerard Romero. A cause de l'élimination, ils s'en sont pris à lui, mais c'est un joueur spectaculaire et c'est très mauvais qu'un joueur de ce niveau soit traité de cette façon. Nous allons très bien le traiter ici s'il vient. »

« On l'attend déjà » Sergi Roberto affirme en outre que le vestiaire du Barça est chaud pour

un retour de l'Argentin au Camp Nou. « Qui ne serait pas prêt pour un retour de Messi ? Nous ne voulons pas trop parler parce que c'est lui qui doit décider, le président, l'entraîneur ou qui que ce soit d'autre. Mais si on ne parle que des joueurs, nous l'attendons déjà. » Beaucoup de Parisiens aussi attendent son retour à Barcelone.

20minutes



2
 ÈME ÉDITION

FORUM INTERNATIONAL DE L'INTERMÉDIATION, DU NUMÉRIQUE ET DE L'INNOVATION

Thème

« L'intermédiation et les innovations technologiques dans les dynamiques de l'inclusion financière »



02 > 05
MAI 2023

HÔTEL
 02 FÉVRIER,
 LOMÉ - TOGO

☎ (228) 93 03 36 36
 ☎ (228) 97 67 30 30
 ☎ (228) 22 20 38 41

support@foni.africa
 www.foni.africa
 f t i FoniAfrica

LE PLUS GRAND HUB FINANCIER EN AFRIQUE DE L' OUEST